

Freiner la croissance pour endiguer la pénurie de logements à Genève?

Antonio Hodgers fâche la droite

Sylvia Revello, 05.08.2022

6-7 minutes

Pour lutter contre la pénurie de logements, Genève doit «freiner le développement des multinationales» sur son territoire et se concentrer sur les entreprises locales: la position du conseiller d'Etat Antonio Hodgers, dévoilée vendredi dans la *Tribune de Genève*, suscite de fortes réactions. Pour la droite et les milieux économiques, le virage prôné s'apparente à un «drame» pour la prospérité du canton.

Alors que Genève n'a jamais autant construit, le taux de logements vacants n'augmente pas et a même tendance à baisser. Stable depuis 2017, il est passé de 0,51 à 0,37 entre juin 2021 et juin 2022. En cause notamment: l'augmentation démographique, mais aussi la position attractive du canton, qui dope la croissance. Une tendance que le magistrat écologiste, candidat à sa propre réélection en 2023, remet aujourd'hui en question. «Le modèle économique, qui consiste à attirer à tout prix les riches et les multinationales en misant ensuite sur la théorie du ruissellement, montre ses limites», estime Antonio Hodgers dans cette interview.

Un «signal très inquiétant»

Quelques semaines après la prise de position du Conseil d'Etat sur l'impôt sur la fortune, qu'il qualifiait de «déclaration de guerre à l'entrepreneuriat», Vincent Subilia, directeur général de la CICG (Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève),

estime que c'en est trop. «En disant aux multinationales «Vous n'êtes pas les bienvenues», Antonio Hodgers stigmatise des entreprises créatrices de valeurs, de recettes fiscales et d'emplois. C'est au mieux malvenu, au pire dévastateur pour le canton», estime-t-il.

Lire aussi: [Nathalie Fontanet: «Le contre-projet met en péril la pérennité des revenus fiscaux du canton»](#)

Un «signal très inquiétant», symptomatique du «syndrome de l'enfant gâté» dont Genève souffre selon lui. «Le gouvernement se repose sur un oreiller de paresse, imaginant que la richesse pousse sur la plaine de Plainpalais, alors qu'on voit des entreprises fusionner comme Firmenich et d'autres réduire la voilure, voire potentiellement plier bagage, en ces temps troublés», déplore Vincent Subilia. A ses yeux, opposer les multinationales – dont de nombreuses sont suisses par ailleurs – et les PME revient à nier la réalité de l'écosystème genevois. «En outre, la start-up d'aujourd'hui peut devenir la multinationale de demain», remarque-t-il.

Lire aussi: [Antonio Hodgers: «Une partie de la gauche nie un besoin social évident»](#)

Au total, le canton compte 39 000 entreprises dont 2100 multinationales qui fournissent plus de 100 000 emplois. Parmi elles, 500 ont leur siège à Genève. «Le phénomène du ruissellement est réel», affirme Vincent Subilia, qui avance le chiffre de 1 emploi dans une multinationale pour environ 1,6 emploi dans les PME (notamment à travers l'argent dépensé dans les services).

«Les multinationales ne sont pas un microcosme»

Secrétaire générale du GEM (Groupement des entreprises multinationales), qui réunit une centaine d'acteurs économiques établis dans l'Arc lémanique, Larissa Robinson conteste elle aussi toute opposition entre les différentes entreprises. «Les multinationales ne sont pas un microcosme mais fonctionnent en

étroite collaboration avec les PME», rappelle-t-elle, soulignant que les membres du GEM, pour la plupart implantés dans le canton depuis longtemps, «soutiennent une croissance économique respectueuse et harmonieuse, notamment sur le plan de l'environnement et de l'utilisation du territoire».

Lire aussi: [Mauro Poggia: «Genève a les moyens d'investir sans aller chercher l'argent dans la poche des plus riches»](#)

Au niveau politique, la droite ne cache pas sa colère. Pour Céline Amaudruz, présidente de l'UDC genevoise, le Conseil d'Etat est en train de prendre un «virage drastique et dramatique» pour la prospérité du canton. «Entre la politique fiscale, les problèmes de mobilité et maintenant le frein à l'économie, l'exécutif fait tout pour que les sociétés qui souhaitent s'installer en Suisse ne viennent surtout pas à Genève», estime-t-elle, évoquant le cas récent d'un entrepreneur qui lui a annoncé qu'il quitterait le canton si la réforme de l'impôt sur la fortune était acceptée. Inquiète, la conseillère nationale pointe en outre les «incohérences» de la gauche: «Bien sûr qu'il faut encourager les entreprises à engager local, mais la gauche oublie que lorsqu'elle attaque les riches, elle frappe en réalité la classe moyenne, qui fera les frais d'une baisse des rentrées fiscales en cas de départ des multinationales.»

«On atteint les limites physiques du canton»

Président du PLR genevois, Bertrand Reich se montre plus nuancé. «Il est vrai qu'on atteint les limites physiques du canton, il faut réfléchir à la qualité de la croissance plutôt qu'à la quantité», estime-t-il, saluant une «vision globale» portée pour la «première fois depuis longtemps» par un membre de l'exécutif. «Cette réflexion aboutit toutefois à un constat d'échec collectif: Genève n'a pas réussi à conjuguer développement économique et maintien de la qualité de vie.»

Bertrand Reich rejoint Antonio Hodgers sur un point: avant de faire venir de nouvelles entreprises, il faut s'assurer que celles qui sont déjà implantées y restent. «Soutenir les PME, c'est bien, mais qu'a-

t-on fait concrètement pour aider les commerçants après la pandémie? questionne-t-il. Jusqu'ici, l'Etat n'a pas joué un rôle de facilitateur mais plutôt d'obstacle.» Ce qui l'inquiète, ce n'est pas l'attractivité de Genève en tant que telle, mais «l'état d'esprit d'un gouvernement majoritairement hors sol, qui porte un discours anti-riches à l'encontre de ceux qui réussissent». De quoi nourrir le débat autour de la réforme de l'impôt sur la fortune, qui sera soumise au peuple.